L'invasion russe de l'Ukraine : les points de vue de l'Asie à travers les résolutions des Nations Unies

Olga DROR

Professor, Texas A&M University, United States of America (USA)
Fellow, Collegium de Lyon, France (2022-2023), Texas - USA

La guerre russo-ukrainienne fait constamment la une des médias occidentaux. Connue en Russie comme une « opération militaire spéciale », l'agression russe contre l'Ukraine viole le droit international et la Charte des Nations Unies qui dispose que les Etats ne doivent pas recourir à la force dans les relations internationales, exceptions faites des cas de légitime défense. La tactique russe est cruelle et laisse l'Ukraine en ruines. La stratégie russe trahit ses ambitions impériales. L'invasion russe de l'Ukraine a perturbé le réseau de la chaîne d'approvisionnement à grande échelle, ce qui a entraîné une hausse mondiale des prix du pétrole. La Russie est le plus grand exportateur de pétrole sur les marchés mondiaux et le deuxième exportateur de pétrole brut derrière l'Arabie saoudite. De même, plus d'un quart des exportations mondiales de blé proviennent de la Russie et de l'Ukraine.

L'Asie est très importante pour la Russie. Selon Kirill Babaev, le Directeur de l'Institut de la Chine et de l'Asie contemporaine de l'Académie russe des sciences à Moscou, contrairement à l'Afrique, qu'il considère comme des « marchés de vente et des objets d'investissement », l'Asie, ainsi que certains pays arabes, sont les « principaux partenaires » de la Russie en matière de développement technologique, d'exportation et d'importation, et d'opérations financières. Nombre de ces pays sont économiquement très forts et ont d'importants intérêts économiques en Russie ; ils ont des rapports amicaux avec la Russie et ne participant à aucun paquet de sanctions…

J'examinerai ici les positions de certains de ces pays asiatiques à travers le prisme des résolutions des Nations Unies sur l'invasion russe de l'Ukraine. J'aborde deux points : la portée de la dénonciation de la guerre et les raisons historiques et géopolitiques

qui sous-tendent les positions de ces pays. Je discuterai ensuite des particularités des attitudes positives en Asie à l'égard de l'agression russe, qui entrent en résonance avec les aspirations de plusieurs pays asiatiques à étendre leurs frontières.

En Occident, on affirme que « le monde » dénonce l'agression russe en Ukraine. Je vais démontrer que le mot « monde » est peut-être exagéré. Commençons par les quatre principales résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'invasion russe de l'Ukraine :

- ES 11/1 (2 mars 2022) a été votée quelques jours après l'invasion russe de l'Ukraine, déplorant celle-ci et exigeant un retrait total des forces russes (141 voix pour, 5 contre, 35 abstentions) ;
- ES 11/3 (7 avril 2022) suspend la Russie au Conseil des droits de l'homme des Nations unies (93 voix pour, 24 contre, 58 abstentions) ;
- ES 11/4 (12 octobre 2022) déclare que les soi-disant référendums organisés par la Russie dans les oblasts de Donetsk, Kherson, Luhansk et Zaporizhzhia et la tentative d'annexion qui s'en est suivie sont invalides et illégaux au regard du droit international (143 en faveur, 5 contre et 35 abstentions) ;
- A/ES-11/L.7 (23 février 2023) appelle à une paix globale, juste et durable en Ukraine (141 voix pour, 7 contre et 32 abstentions).

Les Nations Unies comptent 193 Etats membres et la population mondiale approche actuellement les huit milliards d'habitants. J'examinerai ici les dix pays asiatiques les plus peuplés, qui constituent la moitié des 20 pays les plus peuplés du monde. La population de ces dix pays asiatiques les plus peuplés est très proche de quatre milliards de personnes, soit la moitié de la population mondiale.

Pays/Population 10 des 20 pays les plus peuplés du monde/-Population totale-4 md.	**ES-11/1-mars 2022**	**ES-11/3-avril 2022**	**ES-11/4-octobre 2022**	**A/ES-11/L.7- février 2023**
1. Chine (1,439,323,776)	abstention	contre	abstention	abstention
2. Inde (1,380,004,385)	abstention	abstention	abstention	abstention
3. Indonesie (273,523,615)	pour	abstention	pour	pour
4. Pakistan (220,892,340)	abstention	abstention	abstention	abstention
5. Bangladesh (164,689,383)	abstention	abstention	pour	abstention
6. Japan (126,476,461)	pour	pour	pour	pour
7. Philippines (109,581,078)	pour	pour	pour	pour
8. Vietnam (97,338,579)	abstention	contre	abstention	abstention
9. Iran (83,992,949)	abstention	contre	absent	abstention
10. Thaïlande (69,799,978)	pour	abstention	abstention	pour

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

J'analyserai les votes en divisant ces pays en trois groupes. En raison de l'espace limité, je ne peux pas discuter de la nature de chaque résolution, mais je me concentrerai sur le décompte global.

Groupe 1

Seuls deux pays parmi ces dix, le Japon et les Philippines, avec une population totale de 236 057 539 habitants (moins de 6 % de la population des dix pays asiatiques les plus peuplés), ont systématiquement voté en faveur des résolutions. Mais la position des Philippines est très ambiguë, comme nous allons le voir.

Groupe 2

Les positions de trois autres pays, l'Indonésie, le Bangladesh et la Thaïlande, sont plus fluides. Leur population combinée est de 508 012 976 habitants (12,7 % de la population des 10 pays asiatiques les plus peuplés). Ils ont soutenu les résolutions d'une manière ou d'une autre, c'est-à-dire qu'ils ont voté au moins une fois pour les résolutions des Nations Unies condamnant la Russie, mais se sont abstenus dans les autres cas. Il convient de noter que la Thaïlande, qui avait initialement soutenu la condamnation, s'est finalement abstenue.

Groupe 3

Le groupe le plus important des trois comprend la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Viêt Nam et l'Iran, avec une population combinée de 3 221 552 029 personnes, soit plus de 80 % de la population des pays des trois groupes. Ces pays n'ont soutenu aucune des trois résolutions condamnant la Russie et représentent près de la moitié de la population mondiale.

1 Analyse du positionnement des trois groupes

1.1 Groupe 1

Commençons par le premier groupe, celui des pays qui s'alignent sur la position occidentale. Le Japon soutient la condamnation occidentale de l'agression russe et les résolutions de l'ONU. Le Japon est un allié des Américains en Asie et a un différend territorial avec la Russie au sujet des Iles Kouriles dans l'Océan Pacifique Nord. Depuis février 2022, le Japon a imposé une série de sanctions économiques à la Russie, en coordination avec ses alliés du G7, y compris le gel des avoirs russes et l'expulsion des diplomates russes en poste au Japon, malgré les pertes économiques subies par les entreprises japonaises. Le Japon est allé encore plus loin. Il a commencé à fournir à l'Ukraine des équipements militaires, même s'ils ne sont pas létaux, malgré sa politique d'exportation d'armements extrêmement stricte qui empêche même les dons d'armes.

A en juger par les votes sur les trois résolutions susmentionnées, nous pourrions supposer que les Philippines soutiennent également fermement l'Occident. Mais cela est loin d'être évident. Comme le Japon, les Philippines sont un allié des États-Unis. Cependant, l'ancien président des Philippines, Rodrigo Duterte, a déjà qualifié le président russe Poutine de meilleur ami. En même temps, en mars 2022, il a dénoncé l'agression russe en Ukraine. Le président philippin nouvellement élu, Bongbong Marcos, qui a

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

pris ses fonctions le 30 juin 2022, a également dénoncé officiellement l'agression russe, mais, contrairement au Japon, les Philippines n'ont pas fourni d'aide à l'Ukraine. En outre, en octobre 2022, le président Marcos a annoncé que les relations avec la Russie étaient sensibles parce que le pays avait besoin de carburant et d'engrais russes, bien que les Philippines aient abandonné un projet d'achat de 16 hélicoptères à la Russie en juin 2022 à la suite de pressions exercées par l'Occident.

Il faut ajouter que les Philippines ne veulent pas compromettre leurs relations avec les États-Unis et ont donc permis à ces derniers d'étendre leur présence militaire dans le pays, même si cela a compliqué les relations entre les Philippines et la Chine.

1.2 Groupe 2

La position de l'Indonésie se situe entre celle des Philippines et celle des pays qui n'ont soutenu aucune des résolutions de l'ONU. L'Indonésie a voté pour 3 des 4 résolutions de l'ONU et s'est abstenue une fois. Le ministère indonésien des Affaires étrangères a d'abord qualifié l'attaque contre l'Ukraine d' « inacceptable », mais a refusé de nommer la Russie. L'Indonésie a ensuite soutenu la résolution de l'ONU condamnant l'invasion de l'Ukraine et exigeant le retrait de la Russie. Mais l'Indonésie a souligné que les résolutions devaient contenir les aspirations de toutes les parties de manière équilibrée. En tant qu'hôte du sommet du G20 en novembre 2022, le gouvernement indonésien a d'abord suggéré de ne pas mettre la guerre à l'ordre du jour. Il a également invité le président Poutine à participer au sommet.

Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs : l'Union soviétique a établi des relations diplomatiques avec l'Indonésie en 1950 et est l'un des premiers pays à reconnaître la souveraineté et l'indépendance de l'Indonésie vis-à-vis des Néerlandais après la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Indonésie, le quatrième plus grand pays du monde et le plus grand pays musulman, s'efforce de construire sa propre politique étrangère, distincte des grandes puissances.

En outre, de nombreux Indonésiens éprouvent du ressentiment à l'égard des Etats-Unis. Tout d'abord, ils voient de la duplicité dans la réponse américaine, et plus généralement dans la réponse occidentale, aux événements tragiques survenus en 1999 au Timor oriental (après l'approbation de l'indépendance du Timor oriental). Des milices pro-indonésiennes se sont déchaînées et ont tué, incendié et pillé pendant deux semaines pour se venger des partisans de l'indépendance. A l'époque, les Etats-Unis ont dénoncé Jakarta.

Deuxièmement, de nombreux Indonésiens se demandent en quoi l'invasion de l'Ukraine par la Russie diffère de la guerre des Etats-Unis contre l'Irak. Troisièmement, en tant que pays à majorité musulmane, l'Indonésie soutient les Palestiniens et s'oppose au soutien des Etats-Unis à Israël. Toutefois, lors du vote, l'Indonésie s'est majoritairement rangée du côté des résolutions de l'ONU. Dans le même ordre d'idées, l'Indonésie a invité le président ukrainien Volodymyr Zelensky à prononcer son discours virtuel lors du sommet du G20 à Bali et a rédigé une déclaration forte en citant la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies qui « *déplore dans les termes les plus forts l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et exige son retrait complet et inconditionnel du territoire de l'Ukraine* ». Il s'agit d'un véritable exploit, étant donné

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

que la Russie et la Chine font partie du G20. Le ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, est resté dans sa chambre pendant le discours de Zelensky.

La Thaïlande a soutenu deux des quatre résolutions des Nations Unies, tandis que le Bangladesh en a soutenu une et s'est abstenu sur trois. Aucun des deux pays ne souhaite s'impliquer dans les affaires mondiales. La Thaïlande mène des politiques plutôt introverties, axées sur sa situation intérieure complexe. L'ambassadeur thaïlandais auprès des Nations Unies, Suryia Jindawong, explique officiellement sa position par le fait que la condamnation provoque l'intransigeance et réduit donc considérablement les chances d'un engagement constructif. Toutefois, comme d'autres pays mentionnés ci-dessus, la Thaïlande tente d'éviter les frictions avec la Russie. Son économie dépend fortement du tourisme. Le tourisme russe représente 1/7 de l'industrie touristique thaïlandaise. Comme pour beaucoup d'autres pays, son économie souffre également de la hausse des prix des ressources naturelles. La population thaïlandaise semble divisée sur la question ukrainienne : alors que les jeunes générations semblent se ranger fermement du côté de l'Ukraine, les générations plus âgées préfèrent, sinon soutenir l'agression russe, du moins ne pas la dénoncer.

Le Bangladesh maintient fermement sa neutralité. Il maintient que toute résolution est futile si les deux parties ne l'acceptent pas, ce qui n'a pas été le cas puisque la Russie n'a pas accepté la résolution. Toutefois, la déclaration de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Shahidul Haque, révèle que les abstentions du Bangladesh étaient motivées par des sentiments anti-occidentaux. Il a déclaré : « *C'est la bonne décision : « Si vous votez en faveur de cette résolution, il semblerait que le Bangladesh penche davantage vers le monde occidental.* »

1.3 Groupe 3

Le troisième groupe (Iran, Pakistan, Inde, Viêt Nam et Chine) représente les cas les plus graves de « non-respect » de la dénonciation de l'agression russe. Leurs populations représentent près de la moitié de la population mondiale.

Le Pakistan s'abstient systématiquement de voter les résolutions de l'ONU. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Asim Iftikhar, a déclaré que sa position était fondée sur des principes : « *Nous voulons avoir des relations étendues, objectives, équilibrées et mutuellement bénéfiques avec toutes les grandes puissances, y compris les Etats-Unis et la Chine* ». Le Pakistan n'a pas d'échanges commerciaux importants avec la Russie ou l'Ukraine. Toutefois, l'année dernière, le Pakistan a importé d'Ukraine 39 % de son blé destiné à la consommation intérieure. Le blé étant l'ingrédient de base des habitudes alimentaires pakistanaises, ce conflit a mis en péril la sécurité alimentaire du pays. Le Pakistan ne veut pas non plus s'aliéner la Russie, car il est prudent quant à la position russe dans le conflit territorial qui l'oppose à l'Inde au Cachemire.

Comme le Pakistan, l'Inde, le deuxième pays le plus peuplé du monde (bientôt le plus peuplé) et la plus grande démocratie, s'abstient systématiquement de voter les résolutions des Nations Unies. L'Inde est une puissance montante. Elle s'enorgueillit d'être un Etat non aligné. En 1955, Nikita Khrouchtchev, Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, a ouvertement soutenu les revendications indiennes

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

sur le Cachemire. A l'époque, l'Occident était plutôt ambivalent à ce sujet. En outre, pendant la guerre du Bangladesh en 1971, l'Union soviétique a été le principal fournisseur d'armes de l'Inde. L'Inde n'a pas dénoncé les agressions russes antérieures : en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968 et en Afghanistan en 1979. En retour, les Soviétiques ont opposé leur veto aux votes du Conseil de sécurité des Nations Unies qui critiquaient l'Inde à six reprises. Il est évident que l'Inde veut garder la Russie de son côté. En septembre 2022, lors d'une rencontre avec le président Poutine, le Premier Ministre Modi a assuré son homologue de l'amitié indéfectible entre l'Inde et la Russie et refuse à ce jour de condamner publiquement l'agression.

La neutralité publique de l'Inde à l'égard de l'invasion russe est motivée fondamentalement par ses préoccupations vis-à-vis de la Chine et du Pakistan, qu'elle considère comme des menaces immédiates et durables, et l'Inde estime que la préservation de son amitié avec Moscou contribuera à empêcher l'approfondissement des liens de la Russie avec la Chine et à limiter les tentations russes de nouer de nouveaux liens stratégiques avec le Pakistan. Compte tenu des défis géopolitiques auxquels l'Inde est confrontée, les armes figurent en bonne place sur sa liste de priorités. Le fait que la Russie soit le premier fournisseur d'armes de l'Inde est un facteur indéniablement important dans les relations entre les deux pays.

D'ici 2030, l'Inde devrait être la troisième économie mondiale. L'Inde a énormément bénéficié du boycott occidental du pétrole russe. La Russie se débarrassant de son pétrole, l'Inde achète 33 fois plus de pétrole russe. En janvier, la part du brut russe a atteint 28 % des importations indiennes de pétrole, alors qu'elle n'était que de 0,2 % avant l'invasion de l'Ukraine par Moscou. En outre, l'Inde a augmenté ses achats de charbon et d'engrais auprès de Moscou. Bien que cela aide considérablement l'économie russe, et donc sa machine de guerre, et suscite l'inquiétude de l'Occident, l'Inde insiste sur le fait qu'elle le fait dans l'intérêt de son peuple, pour le développement du pays. Compte tenu de l'importance de l'Inde pour les intérêts géopolitiques occidentaux, l'Occident accepte la position de l'Inde.

La Chine est le pays le plus peuplé et la deuxième économie du monde. Les relations sino-russes sont très complexes. La Chine, qui se souvient de la scission sino-soviétique des années 1950, dans le cadre d'une rivalité visant à dominer le monde communiste, ne souhaite toujours pas que la Russie accède à une position de suprématie. Elle considère plutôt la Russie comme un allié pour atteindre ses propres objectifs géopolitiques.

Le président Xi Jinping a rencontré le président Poutine au moins 39 fois. Le 4 février 2022, trois semaines avant l'invasion russe de l'Ukraine, le président chinois Xi Jinping a accueilli son homologue russe, Vladimir Poutine, lors de l'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin. Les deux pays ont publié une déclaration sur leur amitié : « L'amitié entre les deux Etats n'a pas de limites, il n'y a pas de zones interdites dans la coopération. » Le principal objectif du président chinois Xi Jinping, en s'alignant sur les positions russes, était de présenter un front uni contre les États-Unis.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a bouleversé les plans de la Chine, l'obligeant à ajuster et à équilibrer sa position afin de minimiser le risque d'aggravation des relations avec l'Occident, qui imposait des sanctions à la Russie. Dans

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

les semaines qui ont suivi l'invasion, les banques chinoises ont cessé de financer l'achat de produits de base russes, ont refusé de travailler avec des banques russes sanctionnées par l'Occident et ont interrompu les négociations relatives à des investissements pétrochimiques et à une entreprise de commercialisation du gaz en Russie.

Cependant, quels que soient les risques, la Chine a refusé de se dissocier directement de la Russie ou de dénoncer ouvertement l'agression. La Chine s'est abstenue à trois reprises de voter les résolutions de l'ONU et s'est rangée une fois du côté de la Russie. Prétendant avoir une approche impartiale, la Chine maintient en fait une « neutralité pro-russe ». Les deux pays mènent des exercices militaires conjoints. La Russie accorde une grande importance à la position chinoise. La Russie l'utilise pour sa propagande. Kirill Babaev, déjà cité, a déclaré que depuis juin 2022, le président Xi Jinping a clairement exposé la position de son pays et qu'elle a commencé à être diffusée par les canaux officiels : La Chine soutiendra la Russie, la Chine s'oppose à la formation par l'Occident de blocs militaro-politiques sur le périmètre de l'Eurasie et la Chine prévoit de développer des relations avec la Russie, tant commerciales que politiques. Comme la Russie, la Chine n'utilise pas le mot « guerre » pour décrire l'agression russe en Ukraine.

Malgré la mise en garde de l'Occident contre « tout soutien » à la Russie, la Chine a poursuivi et même approfondi ses échanges commerciaux avec la Russie. Les importations globales de pétrole brut de la Chine ont diminué en 2022, mais la Chine a importé davantage de la Russie. Le 23 février 2023, trois jours après la visite surprise du président Joe Biden en Ukraine, Wang Yi, membre du Politburo chinois, ancien ministre des Affaires étrangères et actuellement le plus haut diplomate chinois en sa qualité de Directeur du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères du Parti communiste chinois (PCC), s'est rendu à Moscou et a rencontré Sergey Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères. Les deux parties ont maintenu leur volonté de coopération et Wang Yi a également exprimé l'espoir d'un règlement politique.

Le 24 février 2023, à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion russe, la Chine a annoncé son plan en 12 points sur le règlement du conflit russo-ukrainien, appelant à des négociations et à une résolution pacifique du conflit. Toutefois, il est évident que la Chine se range du côté de la Russie puisqu'elle n'exige pas le retrait des troupes russes. Bien qu'il ne nomme pas les Etats-Unis et l'Europe, le document reprend les critiques concernant la « mentalité de la Guerre froide » et les mesures économiques prises à l'encontre de la Russie. Sans nommer la Russie, le document réitère son opposition à toute utilisation d'armes nucléaires et à toute attaque contre des centrales nucléaires. Le document n'offre guère de propositions diplomatiques substantielles et reprend de nombreuses positions habituelles de Pékin sur l'Ukraine. Début mars, le ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, a déclaré que les liens entre Pékin et Moscou « constituaient un exemple pour les relations étrangères mondiales. »

Mais les Etats-Unis et l'Occident restent d'une importance capitale pour la Chine. L'économie russe n'est pas compétitive et n'est pas aussi importante et attrayante pour la Chine que les marchés occidentaux, en particulier le marché américain. Les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial de la Chine, même si les exportations chinoises ont chuté de 15 % au cours de l'année dernière. Depuis décembre 2022,

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

Wang Yi a rencontré une quinzaine de ses homologues européens afin de relancer son économie et de tenter de fissurer l'unité des pays européens.

Selon Yaakov Kedmi, analyste politique israélien d'origine russe, sanctionné par l'Union européenne le 25 février 2023 pour diffusion de propagande russe, la position de la Chine dépendra entièrement des résultats de l' « Opération militaire spéciale. » Si la Russie réussit, les relations se développeront. Par contre, « *si la réussite est moindre, ce qu'à Dieu ne plaise, la Chine comprendra qu'elle ne peut compter que sur elle-même* », explique-t-il. Ce pragmatisme chinois, exprimé par le fervent défenseur de la Russie, diffère de la manière dont les médias russes dépeignent le soutien de la Chine à la Russie mais semble mieux caractériser la *realpolitik* chinoise.

Le Viêt Nam suit largement le modèle de vote de la Chine. Etant donné que ce recueil comprend un article distinct sur le Viêt Nam, je me contenterai de résumer sa position. Le Viêt Nam entretient des liens de longue date avec l'Union soviétique et la Russie. L'Union soviétique a soutenu le Nord-Vietnam, pendant la guerre contre le Sud-Vietnam et les États-Unis (1965-1975), et plus tard pendant la guerre sino-vietnamienne de 1979-1989. La Russie reste un fournisseur d'armes pour le Viêt Nam, même si ce dernier tente aujourd'hui de diversifier ses sources d'approvisionnement. L'agression russe en Ukraine n'a pas d'importance dans les médias vietnamiens et le mot « guerre » est également largement évité. En outre, le gouvernement encourage tacitement le soutien à la Russie. Si les relations avec la Russie sont très importantes pour le Viêt Nam, ce dernier est également très dépendant de la Chine, son gigantesque voisin du Nord et, compte tenu des problèmes existants dans leurs relations, y compris les problèmes territoriaux dans la Mer de Chine méridionale, il doit choisir ses batailles avec beaucoup de soin. Le vote du Viêt Nam en faveur d'une alliance avec la Chine n'est donc pas une surprise.

L'Iran s'est abstenu deux fois lors du vote, a été absent une fois et s'est rangé du côté de la Russie une fois, s'opposant ainsi directement à la résolution de l'ONU. Ces deux pays font l'objet de sanctions et sont tous deux en difficulté. Ils coopèrent étroitement en Syrie, apportant leur soutien aux forces terrestres syriennes et à celles soutenues par l'Iran, renforçant ainsi le pouvoir du régime de Bachar el-Assad. Dans un premier temps, l'Iran a accepté la justification russe de la guerre en Ukraine et s'est même rangé du côté du vote russe. Le 19 juillet 2022, selon une déclaration du bureau du Guide suprême iranien, lors d'une réunion avec le président Poutine à Téhéran, le dirigeant suprême iranien, l'ayatollah Seyyed Ali Khamenei, a quasiment approuvé l'invasion de l'Ukraine par la Russie en tant que mesure préventive : « *En ce qui concerne l'Ukraine, si vous n'aviez pas pris l'initiative, l'autre partie l'aurait fait et aurait déclenché une guerre.* » L'Iran coopère avec la Russie en lui transférant des armes, en particulier des avions de chasse et des drones meurtriers, en intensifiant la coopération militaire sans « *aucun moyen réaliste d'endiguer le flux de produits militaires iraniens vers la Russie pour qu'elle les déploie en Ukraine.* » Officiellement, l'Iran nie vendre des armes à la Russie et, jusqu'à présent, ne se range plus du côté de la Russie lors des votes à l'ONU. L'une des raisons de cette prudence est probablement de ne pas perdre complètement la possibilité de relancer l'accord sur le nucléaire iranien. Mais il est évident que le soutien de la Russie à l'Iran est profondément enraciné dans

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

les sentiments anti-américains qui ont éclaté depuis 1979, lorsque le Shah d'Iran a été déposé et que la République islamique a été établie. La République islamique aspire à changer l'ordre mondial dominé par l'Occident et, plus particulièrement, par les États-Unis.

Il est évident que les pays représentant la majorité de la population asiatique et une bonne moitié de la population mondiale sont très ambivalents quant aux résolutions des Nations Unies et aux sanctions imposées à la Russie. Ils sont rejoints par d'autres pays d'Afrique et d'Amérique latine. On voit donc que l'idée occidentale selon laquelle le « monde » dénonce l'agression russe est inexacte. Même si les votes aux Nations Unies montrent une majorité significative en accord avec les résolutions sur la Russie, les gouvernements des pays qui représentent la majorité de la population mondiale ne s'y rallient pas.

Ces pays appellent à la fin des hostilités et tendent à considérer que le soutien occidental à l'Ukraine, sans lequel l'Ukraine ne serait pas en mesure de résister à l'agression russe, alimente la guerre. Les raisons sont diverses, mais elles relèvent toutes de ce qu'ils considèrent comme de la *realpolitik* : considérations économiques pour les pays plus pauvres et plus petits, affirmation de l'indépendance nationale, liens historiques avec l'Union soviétique/la Russie, ressentiment à l'égard des États-Unis et renforcement de leur propre position à l'écart d'un bloc dirigé par les grandes puissances. En fait, ce qui apparaît clairement ici, c'est l'aspiration à créer un monde multipolaire. Si ces facteurs jouent un rôle important non seulement en Asie, l'Asie se distingue par le rôle dominant de la Chine.

La Chine établit de plus en plus une comparaison troublante entre l'Ukraine et Taïwan, ce qui suscite des tensions en Asie. La guerre entre la Russie et l'Ukraine peut avoir plusieurs conséquences potentielles sur de nombreux autres conflits territoriaux à travers le monde, notamment en Asie. Elle ne concerne pas seulement la situation entre la Chine et Taïwan. Si la Russie peut conserver ce qu'elle a gagné en envahissant l'Ukraine, cela constituera un précédent important pour plusieurs autres endroits d'Asie où il existe des conflits territoriaux (la vallée de Ferghana en Asie centrale avec les revendications chevauchantes du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan ; l'Inde et le Pakistan, l'Inde et la Chine, la Mer de Chine méridionale, Taïwan, la Chine et le Japon, la Russie et le Japon, etc.) Si la Russie devient le champion des États qui règlent leurs revendications territoriales par la guerre, elle encouragera d'autres pays à faire de même, en particulier ceux qui ont des formes de gouvernement non démocratiques.

Ainsi, l'invasion russe de l'Ukraine démontre-t-elle que l'Occident n'est pas capable de gagner à sa cause une partie très importante de la population mondiale et cette invasion pourrait avoir des conséquences très importantes à long terme.

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434